VENDREDI 23 MARS 1934 - N° 198 PRIX : 0 fr. 50 23, RUE DES VINAIGRIERS, PARIS

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE de la LIGUE COMMUNISTE

Section française de la Ligue Communiste Internationaliste (Bolcheviks-Léninistes)

ABONNEMENTS : France .... 1 an : 20 fr. 6 mois : 10 fr. Etranger ... 1 an : 30 fr. 6 mois : 15 fr.
Compte chèque postal : P. Frank 1368-55 Paris

Abonnements d'essai trois mois : 5 francs
Parait le vendredi

Versez au fond de lutte
(Compte Chèque Postal 1368-55 - Frank, Paris)
pour "LA VÉRITÉ", pour l'Alliance Ouvrière, pour le développement de notre action !

Aujourd'hui-même
car il faut nous donner les moyens de

VAINCRE.

UNITÉ LOYALE D'ACTION CONTRE LE FASCISME

Saint-Denis, en avant !

La crise du parti communiste se développe. L'épreuve des menaces fascistes et des dangers que court le prolétariat porte un coup à l'absurde politique de la bureaucratie servile. La volonté des ouvriers qui sont dans la lutte et qui veulent lutter avec des chances de vaincre doit abattre la barrière bureaucratique que les Thorez et autres opposent à la réalisation du front unique de combat.

Déjà la bureaucratie reçoit un sérieux coup. Pour faire face au courant qui réclame la réalisation du front unique, il a été nécessaire de convoquer un *Comité Central*. La question du « front unique » est portée à une Conférence Nationale qui se tiendra le 12 mai.

Quant à l'*unanimité* réalisée au Comité Central, elle ne trompe plus personne. La lutte sans merci est engagée par la bureaucratie qui a « *conditionné* » la réalisation de ses tâches à « *la lutte contre toute tentative d'introduire la contrebande social-démocrate et trotskyste dans le parti.* » Le Comité Central se hâte d'étouffer sous les étiquettes les plus contradictoires, les idées justes qui font leur chemin dans le parti, et qui sont les idées de Lénine. *Mais il se garde bien de laisser les membres du Parti qu'il injurie formuler leur point de vue.* C'est ainsi que la bureaucratie entend mener *contre le parti* une discussion dont dépend le sort du parti et du prolétariat. Les militants attachés à la cause révolutionnaire doivent exiger une claire discussion qui leur permette de se prononcer en connaissance de cause, comme au temps de Lénine et de Trotsky.

Par contre, l'appareil multiplie les malices cousues de tel blanc : il attribue la défense des idées justes sur le front unique aux « *débris du groupe opportuniste sectaire Barbé (Rolland)* ». *Les manœuvres de l'appareil « opportuniste-sectaire »* de Thorez contre la propre figure qu'il présentait il y a trois ans, la résurrection des critiques contre les boucs émissaires amnistiés, la tentative d'opposer Barbé à Doriot, de masquer Doriot derrière Barbé *et demain les accusations ignobles que l'appareil se prépare à diriger contre Doriot*, etc., toute cette cuisine épicée et misérable, digne de l'appareil des Thorez-Manouilsky-Molotov n'arrêtera pas ceci : *il se lève dans le parti un courant qui exige la politique léniniste, la politique capable de dresser le front de classe des organisations de la classe ouvrière contre l'agresseur fasciste, le front unique loyal des organisations sur une plateforme de lutte antifasciste.*

Et malgré les *unanimités* de Comité Central, ce courant se renforce. Vers Saint-Denis — dont on n'ose parler que par allusion dans l'*Humanité* — se tournent des couches importantes du parti. Et Saint-Denis tient. On sait maintenant que le rageur Thorez fut battu à Saint-Denis après une conférence orageuse. On sait que la résolution de la cellule Amilcar, prônée dans l'*Humanité*, fut désavouée par les ouvriers d'Amilcar à la conférence. Des militants responsables, des rayons de province, des syndicats se prononcent ouvertement ou par lettres pour Saint-Denis. Des comités plus nombreux encore de militants sont avides d'information.

Mais au lieu de donner une information loyale l'*Humanité* louvoie. Elle publie la résolution d'Aubervilliers « *pour la ligne juste du Comité Central* » qui appelle tous les ouvriers communistes, et « *en particulier ceux de Saint-Denis* » (pourquoi donc Saint-Denis ?) à lutter contre « les conceptions opportunistes en opposition avec la politique de notre Internationale » (mais quelles conceptions ?) En même temps, Thorez, comme fit Thälman hier en Allemagne, condamne « *le bloc avec la social-démocratie en faillite et en décomposition* » et se hâte de se prévaloir des « *organisations régionales qui ont repoussé et condamné avec unanimité les conceptions opportunistes qui auraient pour conséquences ce bloc* ».

Mais les ouvriers du 15e ont répondu à Thorez en démontrant quelle force recèle le front unique. Et les militants comprennent quelle force il représenterait réalisé et organisé. Et les ouvriers du parti répondront toujours plus fort aux Thorez, aux Vaillant-Couturier et aux Gitton.

La discussion doit s'ouvrir largement devant les ouvriers, et devant les militants communistes qui en attendent un résultat décisif. Renaud Jean, Marrane, Capron, Midol doivent se prononcer loyalement. Saint-Denis n'appliquera pas « le front unique dans un seul rayon » — et ne laissera circonscrire ni la discussion ni la lutte.

Encore une fois, il s'agit du sort du prolétariat. Camarades du parti, déblayez notre route des entraves qui, en Allemagne, ont fait le jeu d'Hitler.

LA LIGUE COMMUNISTE TIENDRA CETTE SEMAINE UNE REUNON DEVANT LES OUVRIERS DE SAINT-DENIS POUR EXPLIQUER LA CONCEPTION LENINISTE DU FRONT UNIQUE LA SITUATION APRES LE 6 ET LE 12 FEVRIER ET LA TACHE DE L'AVANT-GARDE REVOLUTIONNAIRE DANS LA LUTTE CONTRE LE FASCISME

« COMMISSION D'ENQUÊTE »

La décomposition de la démocratie bourgeoise

Chaque jour nous apporte les longs compte-rendus des commissions parlementaires d'enquêtes. Au milieu d'un amas de bavardages, de déclarations mensongères de témoins, de questions et de réponses saugrenues de confrontations grotesques, on peut tout de même dégager quelques remarques intéressantes concernant l'armature de l'Etat démocratique, de son personnel ainsi que les sentiments répandus parmi maints personnages politiques.

Ce qui se dégage au premier plan, c'est la corruption éhontée qui sévit dans tout le monde parlementaire et les hauts fonctionnaires de la République. La vénalité est érigée en système. Pendant que le cinéma et la grande presse distrayaient les gens avec les gangsters de Chicago, trafiqueurs et joueurs, ici à Paris, Chiappe et son Conseil municipal et une foule d'élus opéraient : tripots et courses, métro et gaz, partout les « représentants du peuple » et les « serviteurs de la nation » se servent. Ce que l'affaire Oustric avait révélé était simplement de l'enfantillage en face de ce que l'affaire Stavisky a déjà fait connaître, sans parler de ce qu'elle promet. Régime capitaliste, régime de profits. Tout est à vendre, tout est source de gains pour ceux qui sont aux postes de commande.

Cette décomposition des personnes s'accompagne évidemment d'une décomposition des institutions. Les intérêts vitaux des classes farouchement dressés l'un contre l'autre, des inférieurs travaillant contre les directives de leurs supérieurs, le favoritisme et le népotisme déterminant l'avancement, tout cela s'étale dans l'atmosphère putréfiée des commissions d'enquête. La préfecture de police et la sûreté générale se montrent plus acharnées à se combattre l'une et l'autre qu'à remplir leurs fonctions de police. Chaque haut fonctionnaire a ses dossiers, ses indicateurs, en surveile d'autres. Chacun se sert de son poste non pour prendre des responsabilités, mais pour rendre service moyennant finance. Des dossiers disparaissent, des talons de chèques se retrouvent. On ne recule pas jusqu'au meurtre.

Faut-il souligner la désorganisation des forces armées de l'Etat lors de l'émeute réactionnaire du 6 février ? Des officiers de la garde mobile ont abandonné leurs troupes, celles-ci débarquent à Paris juste pour faire le coup dur sans recevoir de nourriture. Des commissaires de police disposant d'un nombre ridicule de flics doivent garder une partie considérable des boulevards, courent d'un point à l'autre, sans ordre et sans moyens. A la première journée de surtension sociale, l'appareil étatique n'est plus parfaitement entre les mains des dirigeants.

Ainsi est mis à nu l'instabilité, l'impuissance de l'armature sociale actuelle. Dans la bourgeoisie, parmi ses hommes politiques, plus d'un le comprend. La grande bourgeoisie cherche à maintenir sa domination en centralisant son appareil, en le réorganisant, en brisant toute l'organisation ancienne. Et cela vise aussi les partis politiques, partie intégrante de l'Etat démocratique.

Des hommes politiques venant de « droite » et de « gauche » cherchent à s'entendre par-dessus les partis, soucieux de conserver la domination de leur classe, à la recherche de formules neuves, de moyens nouveaux, enclins à l'emploi de la force. Le cas Frot est typique. Ayant rompu avec le parti socialiste, indépendant, flirtant avec les radicaux, il prend contact avec toutes les formations extra-parlementaires, le Comité des Forges, etc..., tous ceux qui veulent se débarrasser de la machine sans rendement du Palais-Bourbon. Il cherche, fait des avances et, ne trouvant pas ce qu'il cherche, est amené à faire tirer sur ceux avec qui il voulait s'entendre.

La démocratie française, vieille et riche de traditions, la bourgeoisie française est obligée de l'éliminer parce que vermoulue, tout comme le capitalisme allemand avait dû détruire la misérable démocratie de Weimar. Qui parle de « défendre la République », de vouloir rendre aux institutions démocratiques leur splendeur d'antan, celui-ci ne comprend rien à la situation et mène le prolétariat dans une impasse. La classe ouvrière doit défendre ce qu'elle a conquis dans la démocratie, elle doit s'en servir non pour vouloir rétablir un régime où les Stavisky pourront trouver matière à corruption, mais pour abattre la capitalisme en putréfaction et instaurer le pouvoir des travailleurs.

POUR L'UNITÉ D'ACTION, POUR LA MILICE OUVRIÈRE !

650 jeunes travailleurs acclament les mots d'ordre de la Ligue Communiste

Jeudi 15 mars, les diverses organisations de Jeunesses de la Région Parisienne (Jeunesse Léniniste, Jeunesse Socialiste, Etudiants socialistes, J.P.U. et jeunes anarchistes) tenaient un meeting rue Albouy. Il s'agissait de protester contre la violation scandaleuse du droit d'asile par le gouvernement hollandais qui, dispersant notre Conférence Internationale de la Jeunesse, remit 4 délégués allemands entre les mains sanglantes des bourreaux hitlériens. Il s'agissait de riposter de la seule manière réellement effective : en forgeant dans la lutte contre les réactions française et les bandes fascistes menaçantes, le front uni des jeunes ouvriers français.

On sait que la Jeunesse Communiste s'était refusée à participer au meeting. Le même jour, le P.C. organisait un grand meeting à Bullier. Néanmoins, et malgré une préparatio assez défectueuse — 650 camarades se pressent dans la Salle Albouy. Un grand nombre doit rester debout dans les allées et sur la galerie.

Plusieurs brigades de Jeunes GardesLéninistes en chemise grise et de Jeunes Gardes Socialistes en chemise bleue, assurentun service d'ordre impeccable.

A 21 heures environ,le présidium prend place sur la tribune, avec comme président, un camarade des Jeunesses Léninistes, et comme assesseurs un délégué de chacune des organisations participantes (J.S., J.P.U., E.S., J.A.).

LA CONFERENCE INTERNATIONALE

Craipeau (des Jeunesses léninistes), qui préside, ouvre la séance en saluant les centaines de jeunes travailleurs parisiens venant affirmer leur solidarité avec nos camarades — victimes de la répression réactionnaire — et leur volonté d'organiser le front uni de la Jeunesse Laborieuse. Il retrace les événements de Hollande : Jeunesse Bolchevik-Léniniste, avec diverses organisations de Jeunesse socialistes et communistes indépendants (dont certaines comptent des milliers de membres), comprenant la banqueroute des deux internationales — réformiste et staliniste — se sont réunies en Hollande pour organiser l'action internationale, pour envisager les possibilités de construire une nouvelle Internationale Révolutionnaire de la Jeunesses. La police fit irruption dans le hall des séances, arrêta, emprisonna les délégués étrangers, et les rejeta à la frontière. Le bourreau Colijn remit entre les mains des assassins en chemise brune les délégués dont un est condamné à mort.

Contre les bandes fascistes solidaires il faut dresser le front uni de nos organisations prolétariennes et de nos milices. Le meeting de ce soir doit en jeter la première base. *(Suite page 3)*

Les jeunes travailleurs socialistes, léninistes, pupistes, anarchistes, réunis au nombre de plus de six cents, rue Albouy, flétrissent le crime sans précédent des canailles réactionnaires de Hollande, livrant aux bourreaux hitlériens quatre jeunes travailleurs socialistes indépendants et bolcheviks-léninistes.

Protestent contre le refus du Secours Rouge de défendre les victimes expulsées, contre le refus opposé au front unique par les Jeunesses Communistes.

Demandent aux écrivains Romain Rolland, Barbusse, Gide et Malraux de prendre publiquement la défense de nos camarades.

Appellent tous les jeunes travailleurs à intensifier les luttes contre le danger fasciste, à renforcer leurs organisations de classe.

Font confiance au Comité de front unique en formation entre les diverses organisations de Jeunesses Ouvrières pour œuvrer au front unique de combat :

Pour la défense des conditions de vie de la jeunesse laborieuse;
Contre la menace du service de deux ans;
Contre la guerre impérialiste au Maroc ;
Pour la protection des libertés conquises par la classe ouvrière, de ses réunions, de sa presse;
Pour chasser les fascistes des quartiers ouvriers ;
Pour la dissolution de leurs bandes militaires;
Pour l'armement du prolétariat en ses milices ouvrières ;
Pour l'union de ces milices ouvrières.

Ils demandent au Comité de front unique de répéter ses propositions aux Jeunesses Communistes pour que soit réalisé dans le combat le bloc de toute la Jeunesse prolétarienne.

Adopté à l'unanimité des 650 présents moins 3 voix.

VÉRITÉS...

6 Février

« Dans les mots d'ordre et dans les commentaires qui ont accompagné les fusillades du 6 février, on a assimilé le gouvernement Daladier à un gouvernement d'assassins parce que les gardes républicains avaient fusillé des fascistes. Nous ne sommes pas opposés à ce que les bourgeois se fusillent entre eux. Il est clair qu'en l'occurence la position de notre parti n'était pas juste et qu'il fallait attaquer le gouvernement Daladier parce qu'il n'avait pas suffisamment fait donner sa police contre les fascistes ». **G. Monmousseau.**

« L'Internationale Communiste N° 5, (5 mars 1934), p. 301.

Il est aussi clair que la Ligue avait raison !

DEAT-FROSSARD

M. Déat écrit dans **Paris-Demain** : « Ou bien les S.F.I.O. rejoignent les communistes sur le terrain de classe, en vue de la Révolution sociale, ou bien, ils rejoignent les républicains sur la démocratie (**bourgeoisie s'entend ! R**). Impossible de faire les deux à la fois ».

Tout à fait juste ! Bloc ouvrier, ou bloc des gauches bourgeois ! Les travailleurs socialistes feront leur choix.

MM. LES XENOPHOBES...

Toujours dans le journal de Déat.

La statistique dénombre dans la région parisienne près de 250.000 salariés étrangers; en même temps, il y a dans la même région 175.000 chômeurs inscrits. « Il est apparu au moins xénophobe des ouvriers que la place des Français était au travail et celle des étrangers au fonds de chômage (?). Or, c'est l'inverse qui se produit. »

...SE DEMASQUENT

Et voici les conclusions :

« Nous répétons qu'il est inadmissible que 56.545 salariés étrangers gagnent leur vie dans l'industrie du bâtiment pendant que 25.000 chômeurs, en grande partie français, vivent d'allocations et de secours. »

Ecoutez la suite : « C'est la vie facile et l'appat du gain qui les a attirés sur le marché du travail ». Conclusion : « Nous sommes pour l'expulsion impitoyable des métèques qui truffent la pègre parisienne et dont les noms impossibles à prononcer alimentent trop souvent la rubrique des faits divers... ».

M. Déat aura une place d'honneur au Panthéon fasciste.

POUR LA DÉFENSE DE L'U.R.S.S.

Rakowsky et le Stalinisme

Nous tenons à revenir sur les récentes capitulations qui se sont produites en U.R.S.S. devant le stalinisme. Tandis que l'*Humanité* se tait, l'organe confidentiel, la *Correspondance Internationale*, publie une déclaration de Sosnovsky qui n'est qu'une répétition lamentable de toutes les sottises, déformations et mensonges que les plumitifs stalinistes n'ont cessé de répandre. Quelle déchéance ! Inutile d'en relever le contenu : il ne peut tromper personne. Mais il nous faut, par contre, examiner de plus près la déclaration de Rakowky.

La presse staliniste se gardant de la publier, nous tenons à soumettre à nos lecteurs le texte du télégramme, adressé de Barnaoul le 17 février 1934 par Rakowsky au Comité Central du parti communiste de l'Union soviétique, tel que l'a publié la *Prada* du 20 février :

« *Devant la croissance de la réaction internationale, dirigée en fin de compte contre la Révolution d'Octobre et l'édification socialiste de l'U.R.S.S., les divergences qui me séparent du parti, perdent leur importance; je juge que c'est le devoir révolutionnaire d'un bolchévik-léniniste de cesser complètement et sans réserve la lutte idéologique et organisationnelle contre la direction et la ligne générale, établies par le parti dans ses congrès, et de se soumettre à ses décisions et à sa discipline. — Rakowsky.* »

A noter d'abord le ton du document : rien des platitudes de maints capitulards à la Zinoviev. En rendant les armes, le vieux militant révolutionnaire ne chante pas la louange de son vainqueur. A noter aussi qu'il ne renie pas le qualificatif de l'opposition russe et internationale : bolchevik-léniniste.

Ceci dit, venons-en au contenu même. Il motive son geste par la « croissance de la réaction internationale ». Par ces seuls mots, il reste en contradiction avec l'analyse de l'I.C. qui piaille sans cesse sur la montée du mouvement révolutionnaire, le renforcement des partis communistes, etc. La triomphe du fascisme en Allemagne, son expansion en Europe, est effectivement une croissance de la réaction internationale, une menace accrue contre l'Union soviétique. Voilà ce qui pèse sur la classe ouvrière mondiale, voilà ce qui a pesé particulièrement sur Rakowsky, exilé depuis 7 ans en Sibérie et mis dans l'impossibilité de participer activement à la lutte révolutionnaire

Mais la conclusion qu'en a tiré Rakowsky, le geste qu'il a accompli, nous les condamnons précisément parce qu'ils ne peuvent qu'aller à l'encontre du but recherché.

La défense de l'Union soviétique, tout comme la lutte révolutionnaire internationale à laquelle elle est indissolublement liée, ne peut être assurée par le rassemblement autour de la fraction actuellement dirigeante, par une sorte d'« unité sacrée » où l'on fait abstraction de ses conceptions; elle dépend du rassemblement des forces révolutionnaires autour d'une politique juste et, par conséquent, dans les circonstances présentes, de la lutte idéologique et organisationnelle pour le triomphe d'une politique juste « contre la direction et la ligne générale » staliniste. La guerre soumettant à l'épreuve la plus lourde chaque politique, la moindre erreur pouvant avoir des conséquences néfastes, c'est précisément la guerre qui peut achever de juger tout ce qui diffère notre politique de celle des stalinistes. Les divergences ne peuvent perdre de leur importance; au contraire, elles l'acquièrent tout entière.

La politique des bolchéviks-léninistes au sujet de la défense de l'Union soviétique contre une guerre impérialiste a maintes fois été exprimée depuis 1926-1927. Les bolchéviks-léninistes russes se sont déclarés prêts à occuper n'importe quel poste de combat, à y faire tout leur devoir de militant, mais se sont refusés à renoncer un seul instant à leur politique et à la lutte pour la faire prévaloir, convaincus qu'elle seule peut assurer une défense efficace de l'U.R.S.S. « Pour l'Union soviétique ? Oui ! Pour le cours stalinien ? Non ! » déclarait Trotsky en 1927 au nom de l'Opposition russe. Depuis cette époque, la réforme du parti bolchevik de l'I.C. étant devenu impossible, on ne peut songer qu'à accentuer cette position de principe. Dans son isolement, coupé de tout lien avec l'organisation internationale des bolcheviks-léninistes, Rakowsky, cédant sur ce point, a capitulé, désarmé devant le stalinisme.

(*Voir suite page* 4)

LE MOUVEMENT INTERNATIONAL

Élections Municipales à Londres

La situation mondiale, et en particulier la situation européenne, se développe rapidement et partout vers un dénouement par la force. Pendant que le danger de guerre grandit, parallèlement à lui, en liaison avec lui, s'accumulent dans chaque pays les sources d'une déflagration sociale d'où triomphera la révolution ou la contre-révolution. Le camp réactionnaire, fasciste se développe; mais en même temps grandissent les forces ouvrières. Cela ne veut pas dire que la classe ouvrière s'oriente justement dans la voie de la révolution; trop souvent, nous en sommes bien loin.

En Angleterre, où ce processus se poursuit aussi, il revêt encore un caractère particulier auquel les communistes doivent prêter beaucoup d'attention. Depuis quelques mois, chaque élection partielle attestait de la montée du Labour Party, se relevant de sa défaite après le passage de Mac Donald aux conservateurs. Tandis qu'une fraction importante de l'avant-garde du prolétariat britannique cherchait, en la personne de l'Indépendant Labour Party, après sa rupture avec la Deuxième Internationale, un nouveau drapeau, un programme révolutionnaire, des méthodes justes, le gros des masses laborieuses s'orientait vers le Labour Party. Tandis que l'Indépendant Labour Party n'a pas encore pris une position nette, qu'il est sollicité entre les courants pour la Deuxième, la Troisième et la Quatrième Internationales, les récentes élections municipales de Londres, en donnant la majorité aux travaillistes, ne vont pas manquer de poser au prolétariat britannique et à son avant-garde des problèmes d'une gravité exceptionnelle.

Le régime démocratique que, partout, la bourgeoisie est contrainte d'éliminer pour assurer sa domination, comportait, outre les libertés ouvrières, un certain nombre de libertés municipales. Cependant, dans nombre de pays, la bourgeoisie restreignait les droits municipaux des très grandes villes, surtout des capitales. Le pouvoir central ne peut tolérer dans la ville où il siège un pouvoir qui aurait le moyen d'annuler ses décisions, autrement dit de le destituer, d'autant plus que les capitales furent partout le centre vital des mouvements révolutionnaires. Pour être orienté inversement, le récent exemple du Conseil municipal chiappiste de Paris n'en confirme pas moins la règle que dans une période où les conflits s'accumulent un gouvernement central dans la même ville avec un pouvoir local dressé contre lui, ne peuvent coexister longtemps.

Certes, le Labour Party n'est pas un parti révolutionnaire ; il compte fermement sur une prochaine majorité parlementaire. Mais, la situation peut, en Angleterre, évoluer aussi assez rapidement pour contraindre la bourgeoisie à recourir à des méthodes non-parlementaires. Ensuite, la municipalité de Londres, ça ne peut se borner au défilé carnavalesque d'un lord-maire travailliste en costume moyenâgeux. Des conflits ne peuvent manquer de se produire sur une foule de questions de la vie quotidienne des travailleurs.

La municipalité travailliste londonienne peut se trouver d'autant plus directement sous la pression ouvrière que l'avant-garde révolutionnaire saura poser nettement et hardiment les revendications de classe et gagner la confiance des ouvriers. Une juste politique peut hâter la maturation du développement politique en renforçant les positions révolutionnaires.

Dans l'Indépendant Labour-Party, la lutte théorique des tendances pour l'orientation internationale peut trouver une traduction tout à fait concrète. Comment la municipalité travailliste londonienne peut-elle appuyer les revendications ouvrières? Comment peut-elle s'appuyer sur la classe ouvrière ? Comment celle-ci peut-elle exercer son contrôle sur sa municipalité ? Pour avoir eu moins de retentissement que le triomphe de Nicole à Genève, la victoire travailliste à Londres n'en a pas pour cela moins d'importance, bien au contraire.

Que les révolutionnaires anglais s'inspirent des leçons de la Prusse socialiste en face d'un gouvernement allemand bonapartiste, qu'ils s'inspirent des leçons tragiques de Vienne socialiste dans l'Autriche de Dollfus, qu'ils sachent en tirer les leçons pour les travailleurs anglais, ils ont une grande partie à gagner.

En Espagne

Le récent accès de fièvre politique parait être sur le déclin sans qu'on en soit encore venu à la lutte décisive. Les grèves refluent, la réaction marque encore un succès; mais rien n'est définitivement tranché. Les organisations ouvrières subsistent quoique affaiblies. Le Gouvernement Lerroux devra de plus en plus s'orienter à droite, sans aucun espoir de vivre longtemps d'ailleurs. La réaction va certainement exiger beaucoup, vouloir exploiter le succès.

C'est donc vers une nouvelle crise à brève échéance que l'on s'oriente. Malgré tout le poids des échecs passés, la classe ouvrière a encore de grandes possibilités de triompher : il lui faut pour cela tirer l'enseignement de ce passé, des capitulations répétées des socialistes et des offensives sans préparation des anarcho-syndicalistes. Comme partout où le fascisme et la réaction menacent, une seule voie : celle du front unique. Et, tout comme ici, en Espagne, il faut l'unité syndicale. La C.N.T. frappée d'abord, ce sera ensuite le tour de l'U.G.T., malgré toutes les palinodies de ses dirigeants.

Aujourd'hui, on suit la voie de l'Allemagne et de l'Autriche. Aux prolétaires espagnols et, en particulier, à notre section espagnole incombe la tâche de renverser la vapeur pour ne pas se jeter dans l'abîme.

Un attentat centriste contre le marxisme

par Léon TROTSKY

La lettre ci-dessous concerne les errements du Parti Socialiste indépendant de Hollande, qui fut l'un des signataires de la « déclaration des 4 » en août 1933. Elle est adressée à l'un des camarades dirigeants de notre section hollandaise.

***

Cher camarade Sneevliet,

Je me suis beaucoup intéressé à l'article théorique du camarade de Kadt. (« Quelques réflexions sur le programme de la nouvelle Internationale »), parce qu'il constitue une confession théorique très importante d'un des dirigeants du Parti socialiste indépendant hollandais. Je voulais d'abord attendre la fin de l'article dans *De Nieuwe Weeg*. Mais je suppose que l'article reste encore inachevé. Cependant ce qui en est publié est suffisant. On sait que le centrisme refuse toujours de toutes ses forces d'entrer dans le domaine de la « morne théorie », car il ne veut pas se compromettre. A cause de toute la situation, de Kadt s'est senti obligé d'indiquer vaguement une position envers les problèmes programmatiques de la nouvelle Internationale; c'est là un pas qu'on ne peut appeler autrement que fatal.

Dans cette lettre, je ne voudrais aborder que quelques points, qui, bien que situés sur des plans différents, sont cependant également caractéristiques de la manière de penser centriste.

« *Ce n'est pas notre tâche* », écrit De Kadt, « *de donner dès aujourd'hui les formulations que nous jugeons nécessaires. Ces réflexions ont seulement pour but, d'affirmer au préalable le DROIT* (!) *de défendre dans les discussions de programme à venir, des opinions non-orthodoxes* ». Il s'agit — n'est-ce pas ? — de l'élaboration des principes de la nouvelle Internationale. A l'époque où nous sommes, on peut à peine s'imaginer un document d'une importance plus grave. Quel devrait être, dans ces conditions, le besoin le plus pressant, le plus immédiat, le plus profond, de tout marxiste révolutionnaire ? Ce doit être de formuler au moins les observations, les généralisations, les affirmations, les mots d'ordre les plus importants, qui devront avoir leur place dans le programme; car il s'agit bien de donner aux ouvriers troublés, désorientés, déçus et qui cherchent, une réponse à la question brûlante de notre époque. C'est ainsi, du moins, que nous, marxistes « orthodoxes » nous représentons la chose.

Il en est tout autrement pour de Kadt. Il aborde le problème d'une manière purement individualiste, psychologique, en dilettante. Pour lui il ne s'agit pas de formuler certaines idées, mais de son « droit » d'avoir dans l'avenir des opinions « non-orthodoxes » ! Cependant, la question du programme n'est pas une question de droit. Ce qu'on doit défendre ce sont *les opinions* et non pas *le droit de les avoir*. Dans le monde ouvrier personne ne s'intéresse de savoir si quelqu'un d'entre nous a le « droit » de donner naissance un jour ou l'autre à des opinions non-orthodoxes. On veut connaître les opinions elles-mêmes, afin d'en examiner le contenu réel. Mais le secret consiste en ce que le centriste n'a pas du tout d'opinions précises, claires, étudiées. C'est pourquoi il se contente du droit... de ne pas avoir d'opinions.

Immédiatement après les paroles citées, De Kadt continue ainsi : « *Pour donner un exemple : devons-nous continuer à parler de « la dictature du prolétariat » tandis qu'en réalité la dictature est exercée seulement par la partie socialiste du prolétariat, et par les éléments non-prolétariens dévoués au socialisme ? En réalité nous avons affaire à une « dictature socialiste », à une dictature exercée par des socialistes pour le socialisme* ». Bien dit : « Pour donner un exemple » !

Le critique ne voit pas du tout, qu'avec son « exemple » il essaie comme par hasard de renverser tout l'édifice du marxisme. Car il ne s'agit pas ici du *nom* de la dictature du prolétariat, mais de *l'essence* de la théorie de classe de la société. Marx qui, lui, en tout cas, ne se contentait pas du « droit » d'avoir des idées, mais qui avait quelques bonnes idées, tenait justement la théorie de la dictature du prolétariat pour sa contribution la plus importante à la science sociale. Dès 1852, Marx déclara à Weydemeyer, que la théorie de classe de la société avait déjà été découverte et formulée avant lui par des savants bourgeois, que lui — Marx — appliquait cette théorie au développement ultérieur de la société capitaliste jusqu'à ces dernières conséquences, c'est-à-dire à la dictature du prolétariat. Lénine a écrit un livre (« L'Etat et la Révolution ») dans lequel il dégagea et décrotta justement cette doctrine marxiste fondamentale du fumier révisionniste « non-orthodoxe » des Kautsky, Otto Bauer, etc...

Maintenant arrive de Kadt avec son « droit aux opinions » qui nous déclare, sur la dictature du prolétariat « par exemple » : « Il n'existe rien de tel », car en réalité « la dictature n'est réalisée que par la partie socialiste du prolétariat » et en outre il y a aussi des non-prolétaires qui y participent. En d'autres termes, il ne s'agit pas de la dictature d'une classe, mais de la domination d'une communauté spirituelle, d'un rassemblement de gens autour de l'idée du socialisme. Nous voyons donc : ce ne sont pas les classes qui décident dans l'Histoire, mais des idées. C'est pourquoi aussi tout homme qui se respecte doit s'assurer le droit aux idées. De Kadt oppose « par exemple » au marxisme une philosophie foncièrement idéaliste-métaphysique. Une douzaine de lignes lui suffisent pour s'affranchir des principes du marxisme.

Mais nous autres, pauvres « orthodoxes », nous pensons encore aujourd'hui que ce ne sont pas les idées, mais les classes qui déterminent le sort de la société; que les idées sociales — comme disait le vieil italien intelligent Antonio Labriola — ne tombent pas du ciel, mais expriment des intérêts immédiats ou historiques des classes. « L'idée » du socialisme est l'expression théorique de la tendance historique du prolétariat, en relation avec le développement logique de la société capitaliste.

Le rapport entre la classe et « l'idée » est non pas mécanique, mais dialectique. La classe parvient à la conscience d'elle-même, non pas par révélation, mais par une âpre lutte, qui prend aussi la forme d'une lutte à l'intérieur du prolétariat lui-même. Ainsi — si vous permettez — notre lutte contre le centrisme, est une partie importante de la lutte de la classe ouvrière pour sa conscience d'elle-même. C'est pourquoi inévitablement il se produit dans le processus du développement du prolétariat, une sélection des plus avancés, des plus clairvoyants, des plus courageux, de l'élite, de la véritable avant-garde.

Et c'est seulement par l'intermédiaire de cet organe le plus important que le prolétariat peut remplir sa mission historique, c'est-à-dire prendre le pouvoir et le maintenir sous forme de dictature jusqu'à l'abolition complète des contradictions de classe. Le rapport entre la classe et son avant-garde prouve qu'il s'agit de la dictature de la classe : sans l'appui de la grande majorité de la classe, l'édification de l'Etat ouvrier serait impossible. Mais le fait que la révolution prolétarienne s'accomplisse par l'intermédiaire de l'avant-garde, s'explique par l'inégalité du prolétariat, comme l'Histoire nous l'a donné. Marx n'opérait pas avec des abstractions vides («classe » « socialisme ») mais avec des réalités historiques, leurs véritables rapports et leur action réciproque.

Le fait que des éléments venant d'autres classes participent à la dictature s'explique par la matière sociale vivante, où les classes passent l'une dans l'autre, agissent l'une sur l'autre; nous n'avons pas à faire ici avec les tiroirs d'une pharmacie, où chaque préparation a sa propre étiquette. Le rôle historique déterminant des classes confère justement à la classe progressive la faculté d'entraîner les meilleurs éléments des autres classes. Mais déclarer pour nulle et non-avenue la théorie de classe, comme le fait de Kadt, est la même chose que de vouloir nier la loi de la pesanteur, parce-qu'une bulle d'air monte au lieu de descendre.

De Kadt prend un autre « exemple », cette fois non pas contre Marx, mais contre Lénine : « *Pourquoi*, demande-t-il, *devons-nous reconnaître dans notre programme le « principe des conseils », tandis qu'il n'y a pas encore trace d'une preuve que les conseils soient autre chose* (!) *que des formes d'organisation temporaires* (!!) *improvisées* (!!!) *dans lesquelles s'unissent les masses immédiatement avant et immédiatement après la lutte pour le pouvoir ?* ». L'idéaliste et métaphysicien n'est pas enclin à attribuer une grande importance au « principe des conseils », car les conseils ne sont rien qu'une forme d'organisation « temporaire » : ils servent le prolétariat *seulement « immédiatement avant et immédiatement après la lutte pour le pouvoir !* »

Nous autres, marxistes, nous ne tenons pas du tout à faire entrer dans notre programme des valeurs « éternelles » et impérissables, nous nous contentons de choses « temporaires » telles que les conseils, qui sont — et de Kadt l'admet lui aussi — des *instruments de la prise du pouvoir et du maintien du pouvoir* du prolétariat. Pour l'instant, cela nous suffit amplement. Nous voulons laisser à de Kadt et à ses amis d'idée le « droit » d'inventer dans l'avenir des formes d'organisation beaucoup plus éternelles » ; mais qu'ils essayent au moins d'abord de créer les conseils « temporaires » et de gagner le pouvoir.

Je pourrai ainsi prendre phrase par phrase tout l'article pour prouver que — si l'on fait abstraction des lieux communs insignifiants — l'article de de Kadt consiste uniquement en délits criants contre les principes du marxisme. De Kadt ne nomme jamais les lumières qui l'ont inspiré. Ce n'étaient en tout cas pas Marx, Engels et Lénine. Mais dans ses toutes récentes révélations révisionnistes, nous ne trouvons que des réminiscences de Bernstein, des néo-kantiens allemands et des austro-marxistes. Et tout cela doit servir à l'édification du programme de la nouvelle Internationale ? Mais non ! Il faudra que de Kadt trouve à utiliser cela ailleurs.

(*Voir suite Page 3*)

La guerre économique du Japon

Les dernières opérations militaires du Japon ont montré ses forces et ses appétits. Le plan Tanaka a dévoilé les audacieuses visées de l'empire du Soleil Levant; toute personne lisant les journaux quotidiens connaît l'antagonisme qu'oppose le Japon aux Etats-Unis. Les spécialistes seulement connaissent la source et la force japonaise qui pourra aussi devenir sa perte : son industrie et son commerce.

Depuis une dizaine d'années environ, le Japon cherche de conquérir le marché mondial, de s'élever à la première place parmi les nations commerçantes. Dans les dernières années les efforts du Japon, grâce aux particularités de son développement social (dont je parlerai plus loin), ont été couronnés de succès. Le danger japonais n'existe pas seulement pour l'U.R.S.S., mais devient menaçant pour les impérialistes du monde entier.

Le Japon est en train, loin des cannonades de Shangai et de la Mandchourie de livrer une bataille acharnée et victorieuse jusqu'à présent, aux puissances commerciales de l'Europe et de l'Amérique. Les tranchées s'échelonnent sur le monde entier, depuis la Chine jusqu'en Europe; partout le Japon par ses marchandises impose sa puissance commerciale.

Depuis septembre 1931 par la conquête de la Mandchourie et la formation du Mandchuokuo, le Japon s'est approprié d'un territoire de 500.000 km2, peuplé de 30 millions d'habitants. Ce territoire représente pour le commerce et l'industrie japonaise, une grande valeur; il forme un quart du commerce chinois total et permet au Japon de s'immiscer à tout moment dans les affaires intérieures du reste de la Chine.

La Mandchourie forme la base d'opérations futures contre la Chine ou l'U.R.S.S. Par l'occupation de la Mandchourie, la Russie est pratiquement coupée du Pacifique, la porte d'entrée pour la Sibérie ouverte au Japon.

Mais le climat de la Mandchourie ne permet pas au Japon une colonisation sérieuse. Aussi cet empire surpeuplé, les E.U. étant fermés à son émigration, est forcé d'orienter ses visées vers le Sud : les Philippines, les Indes néerlandaises, l'Océanie entière sont menacés.

L'émigration et les marchandises japonaises préparent les conquêtes prévues dans le plan Tanaka.

« L'Asie aux Asiates » (c'est-à-dire aux Japonais), voilà le mot d'ordre de combat du Japon.

Malheureusement pour la clique militaire japonaise pressée, cette avance léserait les intérêts de trop de pays à la fois : l'Amérique, l'Angleterre et la Hollande seraient les premiers touchées par une avance japonaise. Le Japon n'est pas encore prêt à cette gigantesque bataille et alors il se résout à l'inaugurer par la guerre économique : « ébranler le système économique de ses adversaires », voilà la tactique du Japon. Et pour le moment tout permet de dire que le Japon réussit dans la première partie de son plan.

Voici quelques détails.

Le « fleuve des marchandises jaunes », hante à ce moment le sommeil des capitalistes du monde entier. Le fameux « made in Japon » devient la hantise de tout commerçant s'occupant du commerce de l'extrême-orient; mais ceux d'Europe ne sont pas épargnés. Les marchandises japonaises pénètrent partout. Bicyclettes, montres, rasoirs mécaniques, briquets, lampes électriques, machines, cotonnades, lainages, marchandises en verre ou porcelaines, naguère importés en grande quantité au Japon sont aujourd'hui produits par lui et nous reviennent à un quart, un sixième ou un dixième du prix.

Ainsi on offre des ampoules électriques japonaises en Hollande à 2,67 cents (0 fr. 25 c.), dont la fabrication coûte en Hollande 30,3 cents.

L'exportation japonaise d'ampoules électriques est montée de 1931 à 1932 de 151 millions de pièces à 273 millions de pièces. Les marchandises textiles japonaises coûtent 40 % jusqu'à 75 % meilleur marché que le prix de revient des fabriques européennes. Aussi, alors que les exportations françaises et anglaises de tissus ont baissé depuis 1928 respectivement de 7 % et de 43,2 %, celles du Japon ont augmenté de 43,3 %.

Les chiffres suivants donneront l'explication :

L'Afrique occidentale française importe des cotonnades japonaises à 0 fr. 78 le mètre, rendant impossible l'entrée des produits français analogues dont les prix ne peuvent être établis au-dessous de 2 fr. 15.

A Madagascar et au Maroc on vend des tissus de soie artificielle japonais à des prix de 1 fr. 50 ou 2 fr. 50 le mètre, ce qui représente à peine le prix de revient du tissu écru à Lyon.

Des bicyclettes japonaises sont offertes à 7 florins pièce pendant que la bicyclette européenne, la meilleure marchée coûte 16 florins, il vend sur le marché suisse des montres à 50 francs environ le kilo (!!), la bière japonaise est importée en Syrie à des prix inférieures à toute boisson similaire.

Etant donné ces prix la crise mondiale n'a que des répercussions tout à fait minimales sur l'exportation japonaise qui va en croissant.

Ainsi l'importation du coton en février 1933 était avec 91.600 tonnes deux fois plus grande que dans le même mois de l'année 1930, l'exportation des cotonnades avec 157 millions de yards carrés de 25 millions plus grande. Pendant que dans la plupart d'autres pays l'exportation et l'importation se retrécissent, celles du Japon augmentent dangereusement pour ses concurrents.

L'exportation japonaise pour la première partie de l'année 1933 en face de six premiers mois de 1932 a été augmentée de 50,9 % à 829 millions de yens; l'importation au contraire n'a été augmentée que de 24,4 % arrivant au chiffre de 1.013 millions de yens, donnant un surplus de 186 millions de yens de l'importation sur l'exportation. Cela représente depuis 1932 une diminution de 30 % du surplus japonais d'importation.

Cette augmentation d'exportation se répartit comme suit sur les différentes branches de l'industrie japonaise :

	1re Moitié de 1932	1re Moitié de 1933
Cotonnades	108,4	183,4
Marchandises en soie et soie artificielle ..	47,7	63,4
Produits en fer lamé (quincaillerie)	3	13
Produits en fer	5,4	11
Machines	4,7	9,4
Papier	5,6	8

(Les chiffres sont exprimés en millions de yens).

Ces quelques chiffres parlent mieux que de longs commentaires.

Les produits textiles représentent la branche la plus importante de l'exportation japonaise. C'est aussi dans cette branche que le Japon a remporté les victoires les plus éclatantes.

L'exportation seule des cotonnades a augmenté de la première moitié de l'année 1932 à l'époque correspondante de 1933 de 27 % (pour la quantité). Le Japon a exporté 1038 millions de yards carrés de cotonnades, dont 269 millions aux Indes britanniques, 252 aux Indes néerlandaises et l'Océanie, 104 en Egypte, 93 millions en Mandchoukuo et 83 millions en Chine. Et l'exportation ne diminue pas.

On a calculé que chaque année 300.000 balles de coton de moins sont transformées en Europe et autant de plus en Asie. En Asie (dont la majorité au Japon) se trouvent 13 % des métiers du monde entier, mais 34 % de la consommation mondiale de coton y sont transformées. Le Japon utilise donc mieux ses machines que l'Europe.

On parle aujourd'hui des débouchés « naturels » de l'industrie textile japonaise, formés par le Japon lui-même, les Philippines, la Corée, les Indes néerlandaises et en grande partie les Indes anglaises et la Chine. Ces débouchés « naturels » étaient il y a encore peu de temps dans les mains des industries textiles anglaises, allemandes et tchéco-slovaques. Ces débouchés naturels permettent au Japon une vente massive de ses produits textiles et donc une politique des prix à bon marché en rapport avec les quantités de marchandises vendues.

La même attaque s'est produite dans l'industrie de la soie artificielle. Il y a 10 ans l'industrie japonaise de la soie artificielle n'avait aucun poids dans la production mondiale qui se chiffrait à 40 millions de kgs.

En 1926 le Japon donna pour la première fois une production plus sérieuse de 2 millions de kgs sur 102 millions de la production mondiale. En 1929 sa production monte déjà à 12,5 millions (sur 190 de la production mondiale); la production en 1932 représente le chiffre respectable de 38 millions de kgs. La participation du Japon à la production mondiale était donc en 1926 d'à peine 2 %, en 1929 de 6 %, en 1931 de 10 % et puis de 17 %, passant de la cinquième place qu'il tenait dans la production mondiale de la soie artificielle après les U.S.A., l'Italie, l'Allemagne et l'Angleterre, à la quatrième dans la première moitié de 1932 (après les U.S.A., l'Italie et l'Angleterre) et passe actuellement à la deuxième place (après les E.U.) de la production mondiale.

Ces quelques chiffres donnent un aperçu assez net de la montée de la force industrielle du Japon.

(*A suivre*)

PERO.

Contre le vol des décrets-lois, riposte ! Grève générale active le 1er Mai !

Le grand patronat de combat prépare une offensive générale, puissante et coordonnée contre les conditions de vie, contre les salaires des ouvriers. Certes, depuis trois ans déjà la classe ouvrière a été chargée par ses exploiteurs du fardeau de la crise : certes les salaires ont subi des attaques féroces allant dans certaines industries jusqu'à trente et trente-cinq pour cent.

Mais cela ne suffit pas à ceux dont le seul travail est de toucher des dividendes et des « jetons de présence » dans les Conseils d'administration.

*Une industrie particulièrement touchée dans la région parisienne est l'*industrie automobile : *le trop fameux Citroën, voleur des cotisations ouvrières aux assurances sociales, grand ami de Chiappe, se trouve dans une situation difficile. Sa Société n'a pu faire face à certains engagements, et un groupe français est en train de s'emparer de la direction de cette importante firme industrielle qui exploite près de* 30.000 *travailleurs.*

Et l'on peut s'attendre avant peu, à des mouvements de résistance active de ses exploités. Car les nouveaux « saigneurs » ne manqueront pas de rénover encore les méthodes de travail !

Des chronométreurs plus précis, des ingénieurs valets, rechercheront en suivant et en étudiant le travail, de chaque chaîne, s'il n'est pas possible d'améliorer les conditions de la production : pour lutter contre l'« ignominieuse et déloyale » concurrence étrangère, pour que nos nationaux travaillent.

Personne ne pensera, sinon un fou, à diminuer les dividendes ou le montant des jetons de présence : pas un homme sérieux, non plus, qui penserait à diminuer le personnel de maîtrise, à supprimer surveillants et mouchards.

Et comme on n'améliorera pas beaucoup les « prix de revient » en perfectionnant *ces méthodes de travail, on pensera bien vite à compresser ce qui est compressible, c'est-à-dire les salaires. De grandes batailles se préparent dans tout le prolétariat. Textile et mineurs, gars du bâtiment et métallos doivent bien préparer ces batailles afin de vaincre la bourgeoisie et ses auxiliaires.*

Les gouvernants « d'union nationale » qui donnent le ton (Doumergue-Suez) aux dirigeants industriels, sont décidés à agir « vite et fort » contre les petits fonctionnaires, contre les anciens combattants. Le parallélisme de l'attitude, de l'Etat-patron et des grands industriels, est évident aux yeux des moins avertis. D'autre part, les uns comme les autres suivent avec bienveillance et favorisent le développement du mouvement fasciste. Ces alliés sont vraiment bienvenus : tous ces gens se rendent compte du rôle de premier plan que ces ennemis déclarés du marxisme auront à jouer dans les grands conflits de classe qui vont surgir bientôt.

La crise s'approfondit en France. Jamais le nombre de chômeurs inscrits (le quart du nombre réel) n'avait été si élevé. Ceux qui travaillent voient chaque semaine s'amenuiser leur misérable salaire. La colère gagne les foyers des travailleurs, les poings se serrent...

Vite, vite, organisons la bataille.

Pour défendre notre part, *unissons-nous, réalisons l'unité syndicale.*

OLÉRON

Création d'un Comité d'action

La section socialiste appliquant les décisions du Conseil National invita pour le 18 mars, les organisations politiques locales à constituer un comité antifasciste.

Le P.S., le P.C. (seulement par lettre, son délégué ne s'étant pas dérangé), les A.C. républicains, la Ligue Communiste, le Conseiller général-maire et le Conseiller d'arrondissement (radicaux) furent le noyau constitutif de ce comité.

La L.C. fit des réserves sur la présence des représentants du parti radical et de la L.D.H. et demanda la représentation du Syndicat national de l'Enseignement et des coopératives.

Elle préconisa également l'orientation vers la constitution d'une milice anti-fasciste, la défense des organisations de la classe ouvrière et la lutte physique contre les forces pro-fascistes.

Cette première réunion indique un courant indéniable de volonté de lutte chez les camarades socialistes.

Nous ferons tous nos efforts pour que cette volonté se concrétise par une organisation solide et combattive.

R. C.

☘

MONTIGNY-EN-GOHELLE

Ça se dessine...

Les groupements fascistes polonais de la région avaient émis la prétention de provoquer les mineurs et de défiler en uniforme dans certaines villes du bassin minier le dimanche 18 mars.

Pour les concessions minières de Courrières, Dourges et Carvin, les magnats des mines et les curés qui veulent se servir des ouvriers étrangers embrigadés dans les sociétés de « Sokols », d'anciens combattants, etc..., avaient choisi la petite localité ouvrière de Dourges, pour tenter leur mauvais coup, et ainsi connaître la résistance ouvrière, avant de descendre sur les centres ouvriers d'Hénin-Liétard et de Montigny-en-Gohelle.

Les organisations ouvrières socialistes, communistes, confédérés, et unitaires s'étaient, au préalable, mis d'accord pour une action commune afin de faire face aux fascistes polonais et français. Sur un appel de ces organisations, les ouvriers se portèrent en assez grand nombre sur le point de concentration, entraînés par la clique socialiste (clairons et tambours) le cortège encadré par la Jeune Garde des Jeunesses Socialistes, parcourut les rues et les corons de Dourges. Les « Sokols » des environs, massés à Dourges, devant la volonté ardente des travailleurs de la mine à leur passer sur le ventre, n'osèrent montrer le bout du nez. Les travailleurs de toutes tendances de la région ont imposé le silence aux fascistes, la police massée dans les fermes, n'a pas fait voir l'ombre de ses képis, qui auraient été mis en pièces et les têtes avec.

Le cortège s'engouffra dans les cités minières (Corons) propriété privée qui, d'ordinaire, est inviolable, la police dut subir la volonté des mineurs de crier ses haines du capitalisme, et du fascisme dans la propriété des mines de Dourges qui n'avait été jusqu'ici, réservée qu'aux mascarades des curés.

Un meeting se tint à la salle des fêtes, les orateurs socialistes, communistes y furent très applaudis, ayant sans doute présent à la mémoire le couplet de l'Internationale « Du passé faisons table rase » ne parlèrent que d'unité d'action.

L'unité d'action est en marche (prélude de l'unité syndicale) rien ne l'arrêtera plus, les travailleurs ne laisseront pas se briser cette alliance ouvrière par les chefs, quels qu'ils soient; les communistes internationalistes seront toujours au premier rang dans la lutte contre l'ennemi commun « le capitalisme », ils s'acharneront à la lutte pour la réalisation du front unique d'organisation à organisation seule capable de battre tous les ennemis du prolétariat.

Le Groupe de la Ligue Communiste.

CLICHY

Un comité de vigilance en bonne voie

Depuis trois semaines on envisageait à Clichy la création d'un comité de vigilance comprenant *toutes les organisations* antifascistes de la ville; mais, bien que s'étant déclarée d'accord sur la nécessité de n'avoir qu'un seul Comité, la direction du rayon communiste (stalinien) manœuvra pour opposer au comité en formation le comité Amsterdam-Pleyel.

On risquait de ne point aboutir quand vingt-et-une organisations (dont parti socialiste, groupe d'unité prolétarienne, ligue communiste et groupe libertaire) décidèrent de se rencontrer le jeudi 15 mars pour fonder une bonne fois le comité de vigilance et nommer sa commission exécutive.

Bonne réunion puisque toutes les organisations assistantes se déclarèrent d'accord avec la vraie conception du front unique : c'est-à-dire celle qui permet aux responsables des partis politiques et des syndicats de se concerter pour l'application en commun d'un programme précis établi à l'avance.

La Commission exécutive est composée d'un délégué de chaque parti (P. S., L. C., P. U. P. Anar, P.C.) et de chaque syndicat (C.G.T. et C.G.T.U.). En tout 7 membres.

Cette commission établit sa charte de front unique qui sera vraisemblablement la même que celle élaborée par les organisations qui se concertèrent avec la fédération S.F.I.O. de la Seine il y a quinze jours.

Un attentat centriste contre le marxisme

(Suite de la Page 2)

Notre contradicteur est très sévère à l'égard du bolchévisme, aussi envers le vrai celui de Lénine. Il ne veut pas l'« idéaliser ». Ce n'est d'ailleurs pas nécessaire. Mais ce que de Kadt dit du léninisme est vraiment lamentable. Nous n'avons pas à faire ici à une critique principielle, mais à des faits dénaturés, des anachronismes, des rapports incompris, des appréciations personnelles fausses, etc... La réfutation, sans être de grande utilité, prendrait trop de temps. Il suffit ici de constater que de Kadt critique très sévèrement « le système Lenine-Trotsky » afin de se lier au système... Tranmael. La main dans la main avec la social-démocratie norvégienne qui n'est cependant qu'une édition diluée de l'austro-marxisme, de Kadt veut renouveler «révolutionnairement » le mouvement ouvrier international... sur la base de principe qu'on ne nous révèlera que plus tard.

Le « droit » d'avoir des opinions erronées, nous ne voulons le contester à personne. Mais nous tenons à dire en toute conviction aux ouvriers hollandais : bâtir un parti sur la philosophie de de Kadt, c'est bâtir sur du sable. Gardez-vous de le faire; bâtissez sur le granit marxiste !

16 Mars 1934.

L. TROTSKY.

Pour le C.C.N. de la C.G.T.U., exigez la réalisation de l'unité syndicale !

Que va décider le comité confédéral unitaire ?

Le Comité Confédéral National de la C.G.T.U. va se réunir. Quand l'on connaît la façon dont sont désignés les délégués du C.C.N. l'on est en droit de se demander s'il en sortira quelque chose d'utile pour la classe ouvrière. Il faudra d'abord faire le bilan de l'activité et des résultats de cette activité depuis le dernier Congrès confédéral, et aussi depuis le dernier C.C.N. qui avait repris toutes les formules creuses habituelles.

Depuis, le chômage s'est aggravé, les salaires ont été l'objet d'attaques continuelles; la réaction, le fascisme ont levé la tête. La bourgeoisie a ainsi signifié au prolétariat pour quelles méthodes elle espérait rejeter sur le prolétariat tout le poids de la crise dont son système est responsable.

Il faudra tirer les conclusions nécessaires du fait suivant : ceux qui nous accusent de vouloir mettre sous la férule de Jouhaux les ouvriers révolutionnaires, ont suivi Jouhaux, l'ont attendu, pour la grève générale. Ils n'ont pas pu prendre eux-mêmes de décisions car ils savent très bien qu'ils n'auraient pas été suivis. C'est la situation misérable d'une centrale révolutionnaire attendant les mots d'ordre de la Centrale réformiste.

Frachon, dans la *Vie Ouvrière*, critique ceux qui grignotent les syndicats confédérés. Il veut constituer une opposition révolutionnaire dans la C.G.T. Comprendra-t-il, à l'instar des cheminots unitaires du Blanc qu'il n'est pas d'autre moyen que le Congrès de fusion.

Nous voulons la fusion

Les dirigeants du Syndicat unitaire avaient commencé un bon travail pour la réalisation de l'unité d'action des exploités à Mariage. Confédérés, autonomes, unitaires, etc., tous les copains avaient participé aux piquets de grève le 12 février.

Nous étions tous contents du nouvel état d'esprit qui régnait entre les ouvriers des différentes tendances. Voilà maintenant que ce rapprochement est en danger : sous prétexte de critiques acerbes et d'erreur de tactique des unitaires (au sujet de la grève de solidarité) les confédérés se replient chez eux.

Nous comptons sur le camarade Delhomme, qui était un des initiateurs du travail de front unique engagé, pour qu'il donne satisfaction à la volonté d'union des camarades. Nous voulons le combat, mais nous savons que pour bien nous défendre, il nous faut nous unir. Nous voulons la fusion des différentes organisations syndicales. Comme nos camarades cheminots du Blanc, nous voulons *un seul* syndicat.

Un Unitaire de Poissonniers.

Les cheminots d'Avallon veulent l'Unité syndicale

Ci-dessous, un ordre du jour voté par unitaires, confédérés et inorganisés.

Voilà encore la preuve de l'état d'esprit qui règne parmi les masses prolétariennes. Les bureaucraties sont bien responsables si les divisions continuent, car les ouvriers en ont assez. Quant aux camarades inorganisés, nous leur disons : entrez dans le syndciat dont les conceptions sont les plus proches des vôtres. Et dans ce syndicat, luttez pour la fusion des organisations corporatives !

Comment on lutte contre le fascisme dans la C.G.T.U. Marseillaise

Depuis le 12 février, ni le P.C. ni la C.G.T.U. n'avaient éprouvé le besoin de rassembler leurs adhérents pour tirer devant eux les conclusions de la journée du 12 et envisager les moyens précis d'action pour continuer à lutter. Il fallut que le syndicat de l'Enseignement suggérât au Cartel élargi des fonctionnaires (autonomes et unitaires) de tenir une réunion. Le C.E. convoquait donc, jeudi, 15 mars, les fonctionnaires à tirer les enseignements du 12 février et à protester contre les décrets lois et le fascisme.

Au début, salle pleine : plus de mille syndiqués ont répondu à l'appel, montrant par là que la base est décidée à l'action, veut l'action. Mais hélas ! aucun mot d'ordre précis, aucune directive précise, ne vont être donnés par les orateurs qui se succéderont à la tribune. Que ce soit le porte-parole des douaniers, ou celui des cheminots, ou celui des hospitaliers, ou celui de l'enseignement, tous s'accordent sur la nécessité de lutter contre un gouvernement qui ouvre la porte au fascisme, mais aucun ne précise comment. Peut-être veut-on laisser à Enjalbert, de la huitième U.R., et à Matton, dirigeant de la C.G.T.U., le soin d'apporter les solutions. En effet, ils prétendent en apporter.

Pour lutter contre le gouvernement des décrets-lois, déclare Enjalbert, il faut réaliser le front unique à la base sur la question des Assurances sociales en allant dans les entreprises convaincre l'ouvrier confédéré que son chef est un traître. Quant à Matton il précise qu'une lutte efficace contre le Gouvernement Doumergue ne peut être menée qu'en... adhérant au Comité de lutte contre le fascisme et la guerre. En outre, il faut que Marseille parraine le port de Hambourg, car « nos camarades Hambourgeois ne sont pas morts ». Nous voulons connaître la vie qu'ils mènent (textuel). L'idée de parrainage n'est pas mauvaise en soi, mais on se demande si c'est vraiment le moyen précis de lutter contre Doumergue.

Matton termine en recommandant de préparer un premier Mai de lutte, et surtout de préparer le Congrès Antifasciste qui se tiendra à Paris le 20 mai : « Lyon et Marseille se lancent un défi pour savoir qui de ces deux villes enverra le plus de délégués au Congrès. » La limite de la sottise et du ridicule est atteinte et un camarade à côté de moi s'esclaffe en disant : « Lyon bien sûr, le voyage est moins cher ».

Les assistants quittent la salle, désorientés par le vague des discours et l'absence de mots d'ordre d'action, sans même vouloir entendre Féraud, des indirectes, déclarer avec optimisme, que les masses confédérées commencent à abandonner leurs chefs.

La F.S.I. appelle le pape à la rescousse

Dans les communiqués de presse de la F.S.I., sous prétexte de démontrer que Dollfuss est un mauvais catholique, les bonzes nous donnent des extraits de bulles et d'encycliques de Léon XIII et de Pie XI. Ces dirigeants *ouvriers* pensent moins à la lutte directe contre l'ennemi de classe qu'à toutes sortes de combinaisons et de compromis afin d'éviter la bataille. En Allemagne, des syndicats furent livrés à Hitler (qui les brisa) afin qu'ils ne soient pas brisés. Pour l'Autriche et Dollfuss, on sort les encycliques papales. Le soutien du prolétariat autrichien, il est dans la lutte internationale contre le capitalisme, mais nous savons que les bonzes d'Amsterdam ne sont pas internationalistes et ne veulent pas la lutte.

La Jeunesse Léniniste à l'avant-garde
Adhérez-y ! Soutenez-la ! Défendez-la !

Au meeting des Jeunes

(Suite de la Première Page)

Le premier orateur est le camarade *Roussel*, secrétaire national adjoint des *Etudiants Socialistes*. Il fait une critique sérieuse du réformisme.

La commune de Vienne, héroïque mais batuue doit nous servir de leçon : il ne suffit pas de bonne volonté révolutionnaire. Il faut aussi une politique juste, un véritable Parti du Prolétariat.

Les socialistes qui évoluent vers les solutions radicales ne peuvent pas trouver un appui dans le P.C. qui conduit aux mêmes défaites que les réformistes et qui par contre opposent au front unique des ultimatums que les socialistes ne peuvent pas accepter et des organismes impuissants comme Amsterdam. Il stigmatise en passant le refus de la direction des J.C., de participer à un meeting de solidarité internationale comme celui-ci. Il appelle enfin à réaliser le front unique de toutes les organisations ouvrières, en passant sur le corps de toutes les bureaucraties quel qu'elles soient qui s'y opposeront.

Puis *Gaudeaux*, du P.U.P., fait le procès du fascisme et appelle les jeunes à réaliser l'unité d'action et l'unité organique.

Lissansky, qui a demandé de prendre part au meeting au nom de l'Action Socialiste, se solidarise avec les victimes du Colijn et doit flétrir l'absence des Jeunesses stalinistes. Mais il soulève les rires de la salle quand il s'affirme partisan du front unique « même avec les trotskistes » et des « mouvements divers » quand il fait de la réclame pour Amsterdam.

Ringeas des Jeunesses anarchistes évoque le cas des ouvriers italiens extradés récemment par le Paraguay. Il insiste sur la nécessité, l'unité syndicale, et du front unique des organisations, nécessaire pour la victoire de la commune ouvrière. Il appelle à l'action directe contre les fascistes.

Après lui, *Gérard*, parlant au nom de la Jeunesse Léniniste monte à la tribune, salué de nombreux applaudissements. Il fait un tableau de la situation politique, montre la généralisation du fascisme, dernière arme du capitalisme décadent. Il montre pourquoi nous travaillons à édifier une quatrième internationale, pour faire face à la banqueroute des deux internationales réformiste et staliniste.

La première Internationale a tracé la voie; la deuxième a opéré un rassemblement des masses ouvrières. La troisième a donné au prolétariat mondial l'exemple gigantesque de la Commune russe victorieuse. La quatrième Internationale conduira le prolétariat à la victoire décisive. La majorité de la salle applaudit vigoureusement. Gérard insiste ensuite sur la nécessité de l'alliance ouvrière, dont il faut multiplier les comités à tous les échelons. Il dénonce les manœuvres des bureaucraties contre le front unique. Il faut briser ces manœuvres et aller de l'avant à travers les comités d'alliance, vers la nouvelle Commune ouvrière qui dressera la démocratie des travailleurs face à l'Hôtel de Ville des topazes réactionnaires. Les prolétaires doivent pourchasser, sans répit les fascistes, ne pas les laisser souffler un instant. Il ne suffit pas de défendre ensemble notre presse. Il faut harceler les fascistes, dissoudre leurs réunions, boycotter leurs sièges et leurs meneurs. Il faut armer le prolétariat, créer nos jeunes gardes, nos milices ouvrières et coordonner étroitement leur action. Le meeting de ce soir doit être la première manifestation d'un front unique de toute la Jeunesse Ouvrière contre la guerre au Maroc et les deux ans, pour la défense des luttes ouvrières, pour l'attaque et la dispersion des bandes fascistes et réactionnaires.

La salle toute entière, debout, acclame notre camarade aux accents de l'Internationale.

La Jeunesse Socialiste

Enfin *Dumon*, secrétaire de la Jeunesse Socialiste prend la parole. Approuvant l'appel de Gérard pour balayer les manœuvres qui menacent le front unique, il déclare : « Je préférerais encore que les socialistes soient à genoux devant les communistes, qu'à genoux devant les capitalistes. Les Jeunesses Socialistes n'ont pas cherché à savoir à qui profiterait cette réunion. Ils ont compris qu'elle ouvrirait la voie au front unique et qu'elle renforcerait la mystique révolutionnaire. Dumon lance également l'appel à la création et à l'union des Jeunes Gardes (J.G.S.-J.G.L., etc.). Il se déclare partisan du travail antimilitariste. Les jeunes soldats ne doivent pas oublier qu'ils sont des travailleurs. Ils doivent être avec nous, dit-il en concluant, sous les applaudissements de la salle.

L'ORDRE DU JOUR

Le Président lit ensuite une protestation du SAP, du PS allemand, du PS italien, de la Ligue des Droits de l'Homme allemande et italienne. Malheureusement l'assemblée ne peut la voter parce-qu'elle contient plusieurs déformations tendancieuses (parlant de Socialistes expulsés », de l'intervention d'un « socialiste » à la Chambre hollandaise, etc...) et que les termes en restent trop vagues.

Puis le Président lit l'ordre du jour que nous publions ci-joint, appelant à la solidarité internationale pour nos camarades, flétrissant ceux qui s'y refusent, y invitant les écrivains « révolutionnaires », et traçant la voie pour un front uni de combat de la Jeunesse Prolétarienne. Toutes les mains se lèvent pour acclamer l'ordre du jour; seulement trois stalinistes, votent contre.

Notre camarade lance un appel fraternel aux Jeunes Communistes pour prendre leur place dans les rangs de l'armée de la jeunesse ouvrière, unie pour la bataille. La Jeunesse Socialiste, la Jeunesse Léniniste et les autres groupements feront tous leurs efforts pour que cela soit possible.

La séance est levée et la foule s'écoule lentement aux accents ardents de l'Internationale et de la Jeune Garde.

ET MAINTENANT IL FAUT AGIR

Meeting excellent par l'esprit de fraternité, de discipline et de combat et qui anima, durant trois heures, les centaines de jeunes travailleurs qui faut que ce soit autre chose qu'un meeting réconavaient répondu à notre appel commun. Mais il fortant par son enthousiasme. Il faut que le meeting de la rue Albouy soit un premier jalon dans la voie de l'unité d'action de la Jeunesse. Nous, jeunes léninistes, voulons œuvrer de toutes nos forces dans ce sens, pour passer à la réalisation des décisions prises en commun. Un comité commun existe, qui doit fonctionner en permanence, pour prendre — sur la décision des organisations responsables — toutes les mesures propres à assurer l'unité d'action de la jeunesse sur les points précis où nous sommes d'accord.

Il ne faut pas perdre une minute de plus. La menace des deux ans se rapproche. La guerre continue au Maroc. L'audace des bandes fascistes et réactionnaires s'accroît chaque jour. Il faut agir sans perdre une minute.

Vive le front commun de combat de la Jeunesse Laborieuse.

Vive les milices ouvrières unies dans la bataille.

***

Les élections à l'Université

La direction staliniste de l'U.F.E. a eu, durant toute cette dernière période, une attitude scandaleuse et méprisable. Nous avons dit déjà comment ces messieurs ont participé sans hésiter un instant aux *élections sans métèques* pour le conseil de discipline aux élections du gouvernement Doumergue et des Jeunesses patriotes. Il paraît que saboter et empêcher les élections chauvines c'était « refuser le combat! ». Nous retrouvons bien là *la théorie du moindre mal* des réformistes électoralistes et corporatistes que sont foncièrement les « chef-faillons » stalinistes.

Néanmoins nous n'avons pas fait, du boycot des élections un ultimatum. Nous savons qu'on peut se demander si physiquement il nous était possible d'assurer le boycott effectif des élections J.P. Aussitôt que nous avons vu qu'à part les E.S., les organisations se prononçaient pour la participation aux élections, les étudiants socialistes et les étudiants léninistes ont porté tous leurs efforts pour qu'une *liste commune* des organisations soit opposée à la liste réactionnaire.

Mais la direction de l'U.F.E. entendait rompre à tout prix le front unique. Elle refusa toute liste commune et nous opposa un comité comprenant les organisations les plus hétéroclites (quakers, « 3e *force* » etc...). Pour mesurer la mauvaise foi des stalinistes E.S. et E.I. adhérèrent à ce comité.

Mais l'U.F.E. voulait à tout prix faire cavalier seul. La direction imposa *une liste U.F.E.* et appela à réaliser l'unité... sur sa propre liste. Disons tout de suite que la protestation fut vive. Une forte minorit éde la fraction communiste s'efforça d'empêcher cette attitude scandaleuse. A l'assemblée de l'U.F.E., 30 camarades se prononcèrent contre la directio nstaliniste. Nous sommes sûrs que les camarades communistes et sympathisants comprendront l'énormité du crime scissionniste des cheffaillons stalinistes.

Mais les étudiants léninistes et socialistes se refusent au même travail scissionniste. Ils veulent empêcher une victoire éclatante de la réaction. Dans des tracts communs diffusés au quartier, ils ont mis les stalinistes en face de leurs responsabilités.

Maintenant ils disent à tous les étudiants : Vous répondrez « unité d'action » aux manœuvres scissionnistes.

Nous ne présenterons aucune liste face à la liste de l'U.F.E.

Pour une milice antifasciste!

Pour les droits égaux aux étrangers!

Pour la victoire contre la réaction!

Votons tous pour la liste de l'Union Fédérale des étudiants!

Les étudiants léninistes.

***

Front antifasciste à Lille

33 bis, n° 3, rue de Lens, Lille.

Cher camarade,

Nous sommes heureux de vous faire part officiellement de la constitution du Front antifasciste universitaire.

Cette organisation, vieille d'un mois à peine, groupe déjà une soixantaine d'étudiants, *décidés à une lutte de tous les instants contre le fascisme.*

Elle entend montrer à la population lilloise que l'université n'est pas composé exclusivement de camelots du roi!

Le Front Antifasciste groupe dans son sein des étudiants Républicains, Socialistes, Communistes, Libertaires, qui abandonnant leurs luttes idéologiques momentanément, ont su s'unir en vue d'une action commune immédiate.

Désireux de ne pas rester dans leur tour d'ivoire, les étudiants antifascistes ont décidé :

de s'unir à tous les groupements ouvriers chaque fois que ceux-ci décideront une action contre le ascisme : manifestations, contre manifestations, etc.

Aussi, vous prions-vous, cher camarade, de bien vouloir nous avertir, toutes les fois que vous organiserez un mouvement auquel nous serions susceptibles de prendre part.

Réciproquement, nous vous serions reconnaissants de répondre à notre appel toutes les fois que notre nombre fatalement faible, nous empêcherait de réaliser une action projetée.

Enfin, dès la rentrée de Pâques, nous serions heureux que vous envoyiez un représentant à nos réunions, qui assure d'une manière effective la liaison entre l'université et le prolétariat.

Recevez, cher camarade, l'expression de nos salutations fraternelles,

Pour le F.U.A.,
Le Président : *Marcel Lobay.*

NORD ET PAS-DE-CALAIS

LILLE

La cause de la défaite d'Autriche

Le parti S.F.I.O. avait convoqué les travailleurs à venir au Grand Théâtre commémorer la commune de Paris et celle de Vienne. Une foule considérable avait répondu à cet appel, marquant par là qu'elle conservait sa confiance à la sociale démocratie française, ce qui prouve aussi, qu'il suffirait à ces chefs qu'une politique révolutionnaire soit pratiquée par eux, pour que ces masses travailleuses répondent à la lutte contre les fascistes et la bourgeoisie toute entière, mais cela est une autre histoire.

En vérité, la commune de Paris fut à peine évoquée par Salengro qui se borna à souligner l'accroissement de l'influence socialiste et que l'année prochaine le parti se verrait dans l'obligation de retenir le grand Palais de la Foire commerciale, toutes les salles de la ville étant trop petites pour le parti S.F.I.O. A moins que ce ne soit dans un camp de concentration, n'est-ce pas Salengro !

Car nous connaissons le degré de combativité des chefs S.F.I.O. Pour douter de cela, l'exemple d'Allemagne, d'Espagne et d'Autriche nous a démontré ce que ces derniers étaient capables de faire pour mener la lutte contre la bourgeoisie. Nous sommes fixés là-dessus. Le but de cette réunion était surtout le compte rendu que devait faire Delvigne, député belge qui assista à toutes les phases de la lutte héroïque des travailleurs viennois. Tout son exposé fut une démonstration éclatante de l'incapacité absolue pour les social-démocrates de mener la lutte pour le pouvoir. Une preuve flagrante que définitivement les socialistes avaient abandonné le marxisme. Il faut reconnaître que Delvigne fut d'une impartialité sans égale et que son discours est extrêmement dangereux pour la classe ouvrière, surtout dans des réunions de ce genre, parce que c'est un véritable discours pessimiste et qu'il n'y a qu'à tirer la conclusion qu'il n'y a rien à faire et que le fascisme s'avère inévitable dans tous les pays.

Delvigne nous narra le travail grandiose effectué par les Socialistes de Vienne depuis quinze ans, les réalisations au point de vue municipal qui, d'après lui, sont uniques en Europe; cela est peut-être très bien mais pas suffisant au point de vue marxiste. En effet, il ne suffit pas de faire des réalisations socialistes, et de dédaigner la lutte contre le capitalisme pour la prise du pouvoir, ou même comme c'est le cas pour l'Autriche de ne rien faire pour se préparer à la lutte et faire massacrer inutilement des travailleurs héroïques. D'ailleurs Delvigne l'avoue lui-même, lorsque parlant des quatre conditions que Bauer avait exigé de Dollfuss, concernant la légalité politique et syndicale et l'autonomie municipale entre autres, cela ne se conquiert pas par des compromis de toutes sortes, mais bien par la lutte armée et par l'insurrection; c'est ce que n'ont pas voulu les Bauer et les autres, partisans du moindre mal, qui préfèrent capituler devant un Dollfuss que de combattre les armes à la main, des milliers d'ouvriers socialistes allemands et autrichiens osent soit payer de leur vie ou gémissent dans les camps de concentration pour avoir suivi la politique honteuse des chefs social démocrates. Et nous sommes persuadés que leurs frères de France suivront la même politique, qui est celle de la défense de la démocratie et des libertés républicaines.

Delvigne nous expliqua que la défaite provenait surtout de l'échec de la grève de 24 heures, sous prétexte que les chefs étaient arrêtés et que les imprimeries étaient occupées par la police. Cet argument — et d'ailleurs celui-ci l'avoua — ne tient pas debout. C'est justement où apparaît la preuve que les chefs à la Bauer se sont écartés de la lutte de classes, et par là même oublient les méthodes élémentaires du marxisme, car un parti qui se dit révolutionnaire ne doit sans cesse se préparer chaque jour à la lutte et prendre ses dispositions en cas où le parti est frappé d'illégalité. Si au lieu de mener une politique antiouvrière et de défendre avant tout la constitution bourgeoise, la social-démocratie autrichienne avait préparé les travailleurs à la lutte, Dolfuss n'aurait pu exterminer si rapidement le mouvement révolutionnaire. Les travailleurs auraient eu confiance dans l'issue de la lutte et auraient répondu avec enthousiasme à l'ordre de grève générale.

Cela, les chefs ne l'ont jamais voulu. C'est une condamnation de plus pour la social-démocratie du monde entier. Nous ne faisons aucune confiance aux socialistes de France, car rien ne permet de voir un changement de politique de leur part ; bien au contraire, ils s'apprêtent à suivre leurs traces, sans quoi ils condamneraient publiquement la politique menée par Braun en Allemagne et Bauer en Autriche. Seulement ils ne feront jamais cela. Il appartient à nous, Bolcheviks-Léninistes, de mener un bon travail parmi les ouvriers socialistes.

En conclusion, tout l'exposé de Delvigne fut une preuve indéniable qu'il n'avait plus rien à espérer des socialistes, la IIe Internationale est morte, la IIIe n'est plus que l'ombre d'elle-même, la silhouette de Staline l'empêchant de voir clair. Seule la IVe apportera au prolétariat les moyens pour instaurer la révolution mondiale. Que les travailleurs se penchent sur nos problèmes et qu'ils viennent dans nos rangs, beaucoup le comprendront, là seulement se trouve leur salut ou sinon ils iront crever comme des chiens dans les camps de concentration.

Pour éviter cela, vive la IVe Internationale !

E. DE VREYER.

CHEZ LES DEMOCRATES POPULAIRES

Le parti démocrate populaire organisait, le jeudi 15 mars, salle Maury, une réunion publique et contradictoire avec le concours de Cailleu, membre du Comité directeur des Jeunes Démocrates Populaires, Raymond Laurent, Conseiller municipal de Paris et Chateleyn, secrétaire général de la Fédération du Nord.

Les trois orateurs développèrent les mots d'ordre et les thèses programmatiques du P. D. P., mais tous les trois s'appesantirent particulièrement sur la R.P. dont ils sont maintenant les ardents défenseurs. En somme, rien à retenir de leurs discours sinon leurs phrases que l'on lit constamment dans leur presse, c'est-à-dire rénovation de la République et collaboration des classes.

A l'appel de la contradiction, notre camarade *De Vreyer* développa les mots d'ordre de la Ligue Communiste face à la menace fasciste, développa notre mot d'ordre de Gouvernement ouvrier et paysan, et termina en appelant tous les ouvriers à se grouper dans des comités d'Alliance Ouvrière pour mieux résister aux gens d'Action Française et autres qui veulent instaurer en France un régime de terreur sanglante identique à celui de Hitler et de Mussolini.

Ce fut le citoyen R. Laurent qui fut chargé de répondre à notre camarade. Il nous reprocha la politique que mène actuellement la Russie soviétique dans le domaine économique et surtout son atteinte vis-à-vis des gouvernements capitalistes avec lesquels elle signe des pactes de non-agression. Il dit ensuite que l'Internationale communiste avait trahi son programme qu'elle s'était tracée (nous sommes d'accord) et termina en disant qu'il était contre toute dictature aussi bien fasciste que communiste.

Il est tout à fait regrettable que les partis socialiste et communiste n'aient pas cru devoir envoyer de contradicteurs pour les mettre au pied du mur car il est tout à fait évident que le jour où le fascisme s'instaurera en France, il s'y rallieront sans aucune condition d'ailleurs. Leur attitude à la Chambre des députés dans les derniers votes confirment d'une façon éclatante cette opinion.

Pour le Groupe de Lille,
Marcel CORNILLE.

⁂

OUI, APPEL AUX JEUNES

Dans la *Bataille* du 18 mars, dans la rubrique lilloise est inséré un article sous la signature du jeune socialiste lillois Martin, dans lequel il se déclare partisan d'une action commune entre les diverses oganisations de jeunes pour organiser la résistance contre le fascisme.

Nous sommes complètement d'accord avec lui quand il affirme que nos adversaires qui se parent des divers titres feront un bloc commun le jour où il faudra renouveler le coup du 6 février; et quand il s'agira d'abattre les organisations ouvrières, ils marcheront d'un seul élan et la main dans la main.

Nous aussi, jeunes léninistes, nous pensons que le moment n'est plus aux discussions intestines entre membres de diverses organisations qui ne font que maintenir et prolonger la scission, mais qu'il faut tout de suite penser à l'organisation d'une action commune, avec comme objectif immédiat la lutte contre le fascisme.

Pour bien démontrer que nous sommes partisans de l'action commune entre tous les jeunes ouvriers, à quelque tendance qu'ils appartiennent, nous devons rappeler les propositions que nous avons faites aux diverses organisations de jeunes (J.S., J.C., J.P.U.) à la date du 20 février, et de la J.C., aucune réponse. Nous pensons que tout militant jeune, soucieux de défendre les intérêts des jeunes travailleurs, doit lutter à l'intérieur de son organisation de la jeunesse ouvrière. Nous posons une question à Martin ; que pense-t-il de son organisation qui fait la sourde oreille à des propositions loyales d'une autre organisation de jeunes?

Nous attendons une réponse.

Nous pensons que nous devons nous orienter vers la constitution de comités *d'Alliance Ouvrière*, tels qu'on essaye de les constituer à Paris entre diverses organisations, et qui lors des événements du 6 au 12 février, ont organisé des meetings communs.

Nos camarades des Jeunesses léninistes n'ont-ils pas organisé le jeudi 15 mars un meeting où parlaient entre autres un jeune léniniste, un jeune socialiste, etc., pour sauver nos quatres camarades jeunes allemands livrés par le gouvernement hollandais pieds et poings liés au fascisme hitlérien, dont un est déjà condamné à mort?

Pourquoi ces deux attitudes? car ce qui est possible à Paris doit l'être à Lille? Nous espérons que les jeunes socialistes entendront notre appel et qu'ils obligeront leurs dirigeants à marcher vers la constitution d'une action commune.

M. CORNILLE.

MENTEUR ET LACHE

Dans l'*Enchaîné* du 16, un papier dû à la cervelle lumineuse d'un *Drève*, spécialiste dans la calomnie, essaye de me faire passer pour un mouchard en répondant à une attaque précise de Guilloton, secrétaire du bâtiment confédéré relative à une circulaire visant Drève et son syndicat, où il paraîtrait que la Fédération unitaire du bâtiment ne ménage pas leurs critiques à l'égard du bâtiment de Lille.

Pourquoi faut-il que ce petit dégoûtant (et le mot n'est pas de trop pour lui), me mêle à cette affaire ? Je tiens à lui dire que je ne mange pas de ce pain là. J'ai adhéré au syndicat confédéré non pas pour me mettre à genoux devant Guilloton et les autres, mais bien pour faire mon travail de révolutionnaire. Je n'ai surtout pas de temps à perdre, comme le prétend cette nullité, à écrire dans le *Peuple Libre*. J'aurais aimé qu'il soit plus franc, et dise, par exemple, que c'était moi qui avais remis cette circulaire dans les mains de Guilloton. Malheureusement Drève n'est qu'un fourbe et sa tactique consiste toujours à jeter le trouble chez les camarades qui m'ont conservé leur confiance. Il en sera pour ses frais, parce que même les camarades qui me combattent sur le terrain politique savent que je suis incapable de telles vilenies, car jamais, au cours de mes conversations avec des ouvriers confédérés, je me suis toujours abstenu, ce qui est logique, de faire connaître les discussions intérieures du syndicat unitaire.

Je veux pour terminer, mettre au pied du mur ce nouveau coopérateur en herbe. Je le mets au défi de prouver ce qu'il insinue. Je le mets au défi de me démentir que dans une assemblée générale du syndicat confédéré du bâtiment certains de ses partisans et membres du P.C. se sont courageusement abstenus lors d'un vote condamnant la politique d'insultes pratiquées par le syndicat unitaire! Quant à moi, ces mêmes camarades pourront juger de mon attitude au sens de ce syndicat, j'essaye de tous mes moyens pour faire prévaloir mes conceptions révolutionnaires, en laissant naturellement beugler les imbéciles comme un Drève par exemple !

DE VREYER Eugène.

N.-B. — Les ouvriers présents à cette réunion signifièrent, par leurs applaudissements, que je n'étais pas ce que disent les dirigeants staliniens !

DEUX PARFAITS LARBINS CHEZ LEBLANC

Les filateurs Leblanc, rue de Trévise, peuvent être fiers de posséder dans leurs appareils de direction, deux parfaits larbins et surtout deux chiens couchants, qui, pour donner des gages de fidélité, n'hésitent pas, à chaque fois qu'ils le peuvent, à brimer les ouvriers. Ces deux cocos-là se nomment *Bigot*, contremaître à la préparation; le second n'est autre que le célèbre *Devos*, directeur de la boîte et connu pour le dernier des goujats et le maître incontesté de l'imbécilité. Ils viennent tous deux de démontrer d'une façon honteuse qu'ils étaient de fidèles serviteurs d'un Patrick ou autres membres de la famille des exploiteurs Leblanc.

Le jeudi 15 mars, comme chaque mois, les ouvriers se rendaient au bureau pour recevoir l'allocation familiale ; ils étaient là plus de trois cents à faire la queue, après leurs journées d'esclavage, ce qui est déjà un scandale, sous le prétexte ridicule que des ouvriers avaient poussé. Nos deux salopards firent arrêter la paye. Les ouvriers montrèrent un réel mécontentement. Pour toute réponse, ils les firent mettre à la porte, il n'y a qu'un mot pour eux : Goujats !

Nous protestons énergiquement contre de telles méthodes, nous disons que les ouvriers n'ont pas à faire la queue le soir après leur journée de travail finie, il est tout à fait normal que celles-ci reçoivent leur argent pendant les heures de travail, ou alors que l'on fasse comme dans beaucoup d'endroits, envoyer l'argent par la poste. Ainsi les ouvrières ne seraient pas obligées de perdre un temps précieux qui serait beaucoup mieux employé dans leur ménage, de même que les ouvrières polonaises ne se verraient pas contraintes de manquer leur train pour rentrer chez eux à 20 ou 30 kilomètres.

Nous clouons au pilori ces deux larbins du capital et nous les appelons à un peu plus de respect envers les travailleurs, surtout à cet ignare de Bigot qui oublie qu'il est de cette classe, car demain Leblanc pourra se passer de ses services et le jeter à la porte comme un chien qu'il est; de même nous appelons à un peu plus de modération les deux petits prétentieux bureaucrates du service des allocations, leur rôle de travailleur n'est pas de brimer ces derniers, mais, au contraire, de les aider.

Une Ouvrière écœurée.

N.-B. — Nous appelons les ouvrières de chez Leblanc à se syndiquer le plus rapidement possible, là seulement est leur salut.

UN VAUTOUR INSATIABLE

Nous avons eu déjà l'occasion de nous occuper d'un vautour d'importance nommé *Geiger*, gros industriel de Lille qui, avec la complicité de son sous-verge *Fiolet* mène une lutte contre les locataires de ses immeubles qui ne peuvent payer faute de ressources, parce que chômeurs. En effet, non content d'avoir subi un échec dû à la vigilance des chômeurs qui, dernièrement, s'opposèrent à l'expulsion d'un des leurs, ces deux tristes sires veulent recommencer leurs exploits. Ils viennent de convoquer devant les tribunaux plusieurs chômeurs aux fins d'expulsion. Les chômeurs ne permettront pas cela; ils s'opposeront de toutes leurs forces à des actes aussi scandaleux, ils signifieront, par leurs gestes, qu'il suffit que Geiger qui loge dans un immeuble somptueux alors qu'eux vivent dans des taudis particulièrement dans la Cité Giselon (surnommé, la cour des Nobles) !

Nous appelons, une fois de plus, à être vigilants et ensemble empêcher l'expulsion de leurs compagnons de misère, sinon leur tour viendra.

A bas les Vautours et leurs soutiens !

Un Chômeur.

PAS DE BLUFF

L'Avant-Garde du 3 mars 1934 passa un papier émanant du rayon de Lille, des J.C. En voici la teneur :

« Le 12 février, une colonne de 100 (cent) jeunes ouvriers, parmi lesquels de nombreux jeunes socialistes, vinrent au siège de notre parti pour demander leur adhésion à la Jeunesse. Mais comme il n'y avait personne au siège du parti, car les Jeunes communistes manifestaient dans la rue, ils ne purent être inscrits de suite. Aussi la région des J.C., or donne-t-elle à ces membres de regrouper les 100 jeues travailleurs ».

Et voilà !... N'avez-vous pas honte. Bureaucrates des J.C. de bluffer à un point pareil !... Cela, sans doute, pour vous faire bien voir auprès de vos pareils de la région parisienne.

Certes, nous voudrions bien que ce fut la vérité. Mais pourquoi l'*Enchaîné* n'en a pas écrit une seule ligne ?

Au lieu d'envoyer des articles où le grotesque le dispute à la bouffonnerie, vous feriez beaucoup mieux de faire votre travail d'éclaircissement auprès des jeunes ouvriers lillois. Car le moment est trop grave pour se permettre des vantardises.

Et vous, les jeunes ouvriers communistes sincères, allez-vous rester encore avec de tels bourreurs de crânes, et vous faire ridiculiser pour leur bêtise. Nous vous posons la question... et réfléchissez.

BERAU.

P.-S. — A propos, que devient Victor Arnoudt, ex-secrétaire de la Région du Nord des J.C. ?...

⁂

VENEZ A NOTRE PERMANENCE !

N.-B. — Nous rappelons à tous les travailleurs que notre bibliothèque est à leur disposition, qu'une salle de lecture est ouverte tous les soirs de 6 h. à 8 h. Tous les journaux sont classés pour eux, permanence de 6 h. à 8. du soir, et le dimanche de 8 h. à 10 h., l'après-midi de 14 h. à 18 h.

Œuvres de Lénine, Trotsky, Victor Serge, etc... Les camarades du P.C. adversaires de nos idées sont également invités à venir à notre salle de lecture.

Rue de Tournai, 7, Cour du Chaudron.

Le Groupe de Lille.

La déclaration de Rakowsky

(Suite de la Première page)

Dans ce geste même, nous trouvons une confirmation éclatante que c'est dans le développement de notre action, dans le monde capitaliste que nous renforcerons l'aile marxiste dans l'Union soviétique. C'est dans la construction de la IVe Internationale et de nouveaux partis communistes que réside une des conditions essentielles du développement d'un nouveau parti communiste en U.R.S.S., nécessaire pour le maintien, la défense, l'élargissement des conquêtes d'Octobre.

FR.

Les staliniens sabotent à Poitiers le Comité d'Alliance Ouvrière

Le 10 février, à l'issue d'un meeting groupant toutes les organisations ouvrières de la ville et à la suite de l'appel lancé par un camarade de la Ligue, avait été décidée la création d'un comité groupant toutes les organisations représentées.

Le 8 mars se réunissaient des délégués des diverses organisations. Le représentant du P.C. accepta le principe de la constitution du Comité, sous réserve de prendre l'avis des membres de son organisation.

Le 10 mars eut lieu une nouvelle réunion. Dès le début, les représentants staliniens déclarèrent qu'ils tenaient à poser une « question préalable ». Ils accepteraient, disaient-ils, de faire partie du Comité, à condition que la Ligue et les Jeunesses Léninistes n'y soient pas représentées.

En effet, parait-il, nos organisations n'étaient composées que de « policiers et de provocateurs ». Ils citèrent comme exemple le fait que le 12 février nos copains aient été, en compagnie de jeunes socialistes et d'inorganisés, manifester devant la permanence d'Action Française et corriger quelques camelots, ce qui constituait, parait-il, une véritable provocation!

Or, dans les jours qui suivirent le 12 février, les cheffaillons staliniens de la localité avaient affirmé à qui voulait les entendre que les membres de leur cellule étaient à la tête de la manifestation qui s'était déroulée à la permanence royaliste. Et c'est seulement un mois après, quand il eut été démontré que les quelques staliniens poitevins s'étaient abstenus, sans doute par prudence, de se mêler aux manifestants, que les « communistes » tentent de répandre de telles calomnies.

Les ouvriers ne seront pas dupes. Ils sauront reconnaître les véritables contre-révolutionnaires et les vrais provocateurs, ceux qui acceptent l'alliance avec les radicaux et la refusent avec les léninistes.

Les travailleurs se souviendront qu'au Comité antifasciste de Poitiers, un membre du P.C. n'hésita pas à déclarer « *Les Comités antifascistes ne nous intéressent pas. Vous n'avez qu'à entrer au Parti.* »

VIE DE LA LIGUE

L'ASSEMBLEE D'INFORMATION DE LA LIGUE

Près de deux cents travailleurs ont suivi la conférence d'information tenue par la Ligue.

Après un bref appel du camarade Lhuillier, le rapporteur Frank développa l'analyse de la situation survenue en France depuis le 6 février. Après avoir fait le tableau des causes historiques, économiques tion de la démocratie bourgeoise, il rappela la position des principales organisa- et sociales qui accélérèrent la décompositions ouvrières devant la menace fasciste. Il fit l'exposé des expériences en cours pour la réalisation de l'Alliance ouvrière et des obstacles que rencontre le front unique. Il conclut en exposant la nécessité de notre parti.

Plusieurs interventions de socialiste, de bordiguiste, d'anciens communistes, d'un ancien membre de la Ligue furent entendues. La réunion permit d'apporter un examen sérieux de notre position devant quelques-uns de ceux qui suivent notre action.

⁂

19e-20e ARRONDISSEMENTS.

Dans ces deux arrondissements, les staliniens ont fait des efforts méritoires pour briser l'Alliance ouvrière. Ils y sont en partie parvenus. Nos groupes réagiront, car sans organisation du front unique, c'est la victoire assurée du fascisme.

Les socialistes, facilement impressionnables, sont découragés, après les efforts qu'ils ont fait. Certains, dans les sections de ces arrondissements, s'orientent vers les éléments radicaux et démocrates vulgaires, ou s'isolent. Et pourtant, seul le *bloc des organisations de classe* fera reculer l'ennemi.

Afin de préciser une fois de plus sa position, les groupes du 19e-20e de la Ligue ont convoqué une

Réunion de Sympathisants

vendredi soir, 23 mars, à 20 h. 30, au Tabac, angle rue de Belleville et rue Piat (premier étage). Nous demandons à nos lecteurs, à nos amis, de venir nombreux.

Prochainement, nous organiserons une réunion publique dans le 20e arrondissement.

⁂

BULLETIN INTERIEUR.

Les nos 3 et 4 du B.I. ont été envoyés la semaine dernière aux groupes. Cette semaine, sera envoyé le n° 5 qui contient des matériaux de discussion importants.

⁂

LE TRACT-MANIFESTE.

Le tirage de notre tract-manifeste n'a pu être fait que cette semaine. Il vient d'être envoyé à tous les groupes, qui doivent en assurer une large diffusion parmi les ouvriers dans les meetings, syndicats, etc...

⁂

NOTRE BROCHURE SUR LES EVENEMENTS DU 6 AU 12 FEVRIER.

Cette brochure vient de sortir. Nous l'expédions sans retard. D'un prix abordable (0 fr. 50) et d'un contenu très important, elle doit être rapidement épuisée. C'est la première brochure qui donne une analyse d'ensemble sur la crise de Février. Elle doit connaître un bon succès !

ARDECHE

LE TEIL

Le *Travailleur Alpin* a publié une note concernant le camarade *Dumas*. Le *T.A.* reprend ses calomnies en traitant Dumas de « provocateur ». Il ajoute qu'il vient de se montrer « voleur », non au détriment de son patron, mais au détriment des ouvriers (?). La C.E. de la Ligue a décidé une enquête sur cette question, dont les résultats seront communiqués ultérieurement.

CORRESPONDANCE

Le camarade qui nous a écrit le 16 mars en nous demandant de republier la résolution de 1927 (Congrès de Bordeaux C.G.T.U.) et des documents sur la politique du P.C. en Allemagne, est prié de nous écrire son nom et son adresse.

⁂

A LONDRES (Angleterre).

La Vérité et *Unser Wort* sont en vente au :

Socialist Bookshop, 35, S Bride Street, Ludgate Circus, E.C.4.

Parmi nos lettres

« Dissolution »

Il nous paraît que les mots d'ordre du P.C. vis-à-vis des fascistes n'est pas juste (dissolution des ligues fascistes, arrestation de leurs chefs, etc.). Si l'on concentre l'attention des ouvriers sur ces mots d'ordre, on reproduit — sans le vouloir peut-être — l'expérience de la social-démocratie allemande (« Staat, greif zu » — Etat, vas-y !) cela veut dire attendre le salut de l'action vigoureuse de l'Etat démocratique. Or, nous sommes pour la lutte directe, pour la milice ouvrière, pour la défense propre des ouvriers. A.-X., *Paris.*

DE MARSEILLE

La *Vérité* se vend bien. Au dernier meeting, nous avions trois vendeurs protégés. Les provocations staliniennes ne nous ont pas ému. De sérieuses discussions eurent lieu. Nous avons fait un affichage massif du manifeste et des éditions spéciales.

P., *Marseille.*

IVe INTERNATIONALE ?

Je me demande pourquoi les chefs socialistes font si peur; les indésirables ne sont plus là (*et Frossard, camarade ? R*) la grosse majorité actuellement est essentiellement socialiste; le militant de la base est révolutionnaire; alors quoi, le fossé n'est pas si profond, mettons une planche, camarade, ce sera la planche de salut... Je pense que la IIIe Internationale disparaitra par son sectarisme, ou changera; que la IIe Internationale est malade pour ne pas l'avoir été assez. Je souhaite bonne chance à la IVe (à moins que les trois n'en fassent qu'une et c'est la solution la meilleure). P. X., *Oise.*

DU MAROC

Par des « échos » de la presse socialiste, j'ai été réjoui par l'accueil sympathique que l'on a fait aux mots d'ordre de l'opposition; ce n'est que dans l'action qu'elle s'imposera, et les conjonctures sont favorables pour démontrer la justesse de son point de vue à présent.

X., *Maroc.*

Les J. P. n'ont pu parader dans le 15e

Les J.P. devaient tenir le lundi 19 mars une réunion privée dans la salle du Bal Nègre, rue Blomet, en plein 15e arrondissement. Nos camarades qui avaient appris cela le jeudi précédent alertèrent aussitôt le Comité de vigilance et un tract fut tiré et répandu à 5.000 exemplaires. Pourquoi faut-il qu'aux mots d'ordre et lieu de rassemblement lancés par le Comité de vigilance on ait opposé à deux reprises d'autres consignes (l'une émanant du Comité d'Amsterdam — rien d'étonnant ! — l'autre signée du rayon communiste et de la section socialiste (!) — à quoi sert alors le Comité de vigilance).

De là vient qu'à 20 heures il y avait à peine quatre cents prolos près de la place du Général Beuret; les flics n'eurent pas grand mal à faire refluer les antifascistes du 15e jusqu'à la Maison commune de la rue Cambronne.

Il parait, d'après Timbaut, que « nous avons remporté une grande victoire » : la raison en serait que les J.P. n'ont pas tenu leur réunion grâce à la riposte ouvrière

Dans le meeting qui s'organisa ainsi spontanément, on entendit les mêmes fanfaronnades qui étaient de mise dans les meetings communistes en Allemagne avant l'accession du fascisme au pouvoir.

Vie des Jeunesses Léninistes

CONFERENCE DU SECTEUR PARIS-VILLE. — Assez bonne représentation des cellules, malgré que d'autres tâches accaparaient certains camarades; discussion politique nourrie; décisions concrètes pour accentuer nos progrès dans le secteur.

UNE NOUVELLE CELLULE DES J.L. DANS LE IVe. — Elle groupera les camarades des arrondissements du Centre (2e, 3e, 4e). Bonnes perspectives de développement.

UNE CELLULE EN CONSTITUTION DANS LE XVIIIe. — La cellule des J.L. du XVIIIe va être constituée incessamment avec de nouveaux adhérents. Tous les camarades qui veulent y adhérer doivent écrire directement au responsable de la 18e J.L. « La Vérité », 23, rue des Vinaigriers.

REUNION DE SYMPATHISANTS A CLICHY. — Une vingtaine de présents à la réunion de sympathisants de Clichy. Plusieurs adhésions à la cellule des Jeunesses.

« OCTOBRE ROUGE ». — Envoyez les articles pour le numéro d'avril qui sortira en avance.

A NOS ABONNES !

Les abonnés dont l'abonnement arrive à expiration avec ce numéro recevront cette semaine, de notre service des réabonnements une formule de mandat-poste au compte P. Frank 1368-55. Pour réduire nos frais, aucune circulaire ne sera envoyée. Retournez immédiatement votre réabonnement, faute de quoi l'envoi du journal ne vous sera plus continué.

Qui prendrez-vous dorénavant pour

vos fournisseurs?

Voici une liste de commerçants que vous devez favoriser dans la mesure du possible puisqu'ils aident notre journal par la publicité qu'il lui accordent.

CHIRURGIE - ACCOUCHEMENT.

Toutes les garanties scientifiques de l'Hôpital et la liberté des soins à domicile

TARIF ACCESSIBLE A TOUS particulièrement aux Assurés sociaux

MAISON DE SANTÉ DE PARIS SUD du Docteur LACROIX ANTOINE

50, Avenue de Fontainebleau, VILLEJUIF

(ITALIE 11-25)

Etablissement privé le moins coûteux de la région de Paris

COIFFEUR.

Maison Daniel, 9, rue Esquirol, Paris (15e).

COOPÉRATIVE.

Camarades,

FONCTIONNAIRES, OUVRIERS, EMPLOYES !

Pour vos MEUBLES, LITERIE, etc...

COOPERATIVE MESSIDOR

66, Avenue de la République, Paris

Catalogue Franco

— Confiance —

Exclusivité des Meubles de Francis Jourdain

CYCLES.

Cycles Innovation, 145 Faubourg St-Denis.

HAUTE-COUTURE - CONFECTION

" La femme sans tête "

3 bis, rue Louis Braille, 12e Métro Daumesnil et Bel Air

Réduction de 5 % aux lecteurs de la "Vérité"

HOTELS.

Raoul, 46, r. Nationale (ch. claires, prix modérés) (13e).

INSIGNES.

Mendez-Audouin, fabricants de drapeau, insignes, etc., 114, bd de la Villette 19

LIBRAIRIE.

Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse (10e).

RESTAURANTS.

Restaurant Végétarien 5, r. des Filles St-Thomas. Prix des repas : 4,50 et 6.50 sans pourboire.

Foyer Végétarien, 40, r. Mathis, (19e) repas à 4 et 5 francs sans pourboire.

Le Gérant : P. FRANK.

Imp. du COMMERCE et des POSTES 12, rue Notre-Dame de Nazareth, Paris